

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 31 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) **La colère d'Aubry**
- 2) **Des propos indignes**
- 3) **Il enterre la hache de la réconciliation**
- 4) **Bientôt les chars russes à la Concorde !**
- 5) **Les conséquences du traître...**
- 6) **Les rancœurs tenaces...**

Gérard Diez La Presse en Revue

I) **Écœurée, Martine Aubry fustige Valls, Macron et tance Cambadélis**



A Lille, ce mercredi soir, Mme Aubry a rappelé au passage son engagement aux côtés de François Hollande, qui l'avait battue lors de la primaire socialiste en 2011. | AFP

La maire PS de Lille Martine Aubry, soutien de Benoît Hamon pour la présidentielle, a fustigé l'attitude des socialistes, à commencer par Manuel Valls, qui soutiennent Emmanuel Macron, qu'elle a qualifié de « candidat qui aime l'argent, pas les gens ».

Accueillant Benoît Hamon à sa descente du train, Mme Aubry a déclaré devant quelque 3 000 personnes selon les journalistes et 5 000 selon les organisateurs que le ralliement de M. Valls à M. Macron n'était « **pas une surprise** » car « **qui se ressemble s'assemble, finalement** ».

« **Je pense que quand on ne respecte pas la parole donnée -et je pense à (ce qu'a fait) Macron avec le président de la République ou à Valls- quand les idées passent au second plan, quand les intérêts personnels et l'envie du pouvoir pour le pouvoir sont en premier lieu, eh bien on se ressemble et on s'assemble** », a déclaré la maire de Lille en marge d'une visite d'usine.

Mme Aubry a rappelé au passage son engagement aux côtés de François Hollande, qui l'avait battue lors de la primaire socialiste en 2011. « **La démocratie doit être respectée. Je l'avais fait, moi, au soir du deuxième tour quand François Hollande avait gagné la primaire** », a-t-elle dit.

Écœurée

« **Je comprends que certains Français soient écœurés, je le suis aussi. Cette campagne, avec les affaires Fillon et Le Pen, ne parle pas des vrais sujets des Français** », a encore relevé l'ancienne ministre du Travail. En meeting avec M. Hamon dans la soirée, à Lille, Martine Aubry a critiqué l'attitude du premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis. « **À tous ceux qui nous disent « Je vais ailleurs mais je reste socialiste », si j'étais premier secrétaire du parti socialiste, j'aurais dit : « non, on n'est pas socialiste par déclaration, on est socialiste quand on défend des valeurs qui sont les nôtres »** », a-t-elle lancé sous des tonnerres d'applaudissements.

Être socialiste, a-t-elle repris, « **ce n'est pas soutenir François Hollande en 2012, qui disait « j'aime les gens et pas l'argent » et en 2017 (soutenir) le candidat qui aime l'argent et pas les gens** ».

Faisant référence à des propos du candidat d'En marche !, elle a stigmatisé celui qui « **n'hésite**

pas à traiter d'alcooliques » des habitants du Pas-de-Calais [...] et de « **mal sapés des militants CGT** ». « **Quel mépris !** », s'est-elle indignée.

« **Être socialiste, ce n'est pas bazarder le code du travail** », a encore insisté Mme Aubry, qualifiant M. Macron « **d'inspirateur majeur de la loi El Khomri** ».

ouest-france.fr



II) François Fillon : "On devrait stériliser les pauvres"



Ce matin, au détour d'une conversation avec le rédacteur en chef du canard enchaîné, François Fillon s'est lâché.

Exaspéré par les réactions concernant les dernières affaires, il a expliqué que le problème de notre société ne venait pas des riches; en effet, tout le monde veut devenir riche. Le souci c'est qu'il y a trop de pauvres.

"Il suffirait de stériliser tous les pauvres et, en une génération, ils auraient tous disparus. Mais personne ne peut comprendre ma vision, parce qu'en plus d'être pauvres, ils sont bêtes"

Son épouse Pénélope, qui travaille désormais

pour lui comme infirmière à domicile, lui a administré sa dose quotidienne de Lexomil avant de l'inviter à rejoindre rapidement leur château dans la Sarthe prétexte qu'ils avaient oublié de relever le pont-levis.

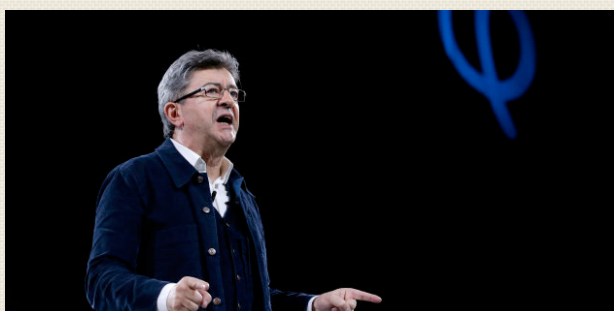
actualites.co

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Mélenchon enterre l'alliance avec Hamon et veut "rattraper Fillon"

Le candidat de la France insoumise donne le coup de grâce à une candidature socialiste déjà agonisante.

Romain Hereros Journaliste politique



Stephane Mahe / Reuters
Jean-Luc Melenchon en meeting à Rennes le 26 mars 2017.

Il ferme (encore) la porte. En meeting au Havre ce mercredi 29 mars, Jean-Luc Mélenchon n'a pas répondu favorablement à l'appel lancé quelques heures plus tôt par Benoît Hamon qui, lâché par Manuel Valls, avait appelé la gauche à se réunir derrière lui.

Après une longue charge contre la loi El Khomri, le candidat de la France insoumise a dit vouloir continuer son propre "chemin, sans ne céder à

rien". "Je ne dépends que de vous et je ne négocierai rien avec personne, à aucun moment", a-t-il lancé, précisant que "tous ceux qui le souhaitent" étaient les bienvenus chez les Insoumis.

Enterrant définitivement tout projet d'alliance, Jean-Luc Mélenchon a relégué au second plan la candidature de son homologue socialiste. "Je ne suis pas en compétition avec Benoît Hamon. Mon objectif, c'est de rattraper François Fillon", a-t-il affirmé, devant un public surchauffé. "Et une fois qu'on l'aura fait, rattraper le suivant", a-t-il insisté.

Décrivant Benoît Hamon en "malheureux candidat que l'on dépouille chaque jour d'une partie de son équipage", Jean-Luc Mélenchon a rappelé que le camp Hamon avait rompu le pacte de non-agression scellé entre eux deux. "Je ne change rien de ma parole. J'ai dit à Benoît Hamon que je respecterai un code de bonne conduite. Et je le respecterai, moi", a-t-il souligné.

En réaction, Benoît Hamon a "regretté profondément" lors de son meeting de Lille cette fin de non-recevoir. En évoquant Jean-Luc Mélenchon, le candidat socialiste a estimé "qu'un certain caractère l'empêche d'être plus utile à la gauche qu'il ne pourrait l'être en réalité".

huffingtonpost.fr

IV) Marine Le Pen signe à nouveau pour de l'argent russe

Par Marine Turchi

Après avoir profité de deux prêts russes en 2014, le Front national a signé, le 15 juin 2016, une troisième demande de prêt avec une banque russe. Cet emprunt de trois millions d'euros est « destiné à financer la campagne électorale française ». Nous publions ce document à en-tête du parti. Le FN assure que ce projet « n'a eu aucune

suite ». Marine Le Pen a été reçue par Vladimir Poutine le 24 mars.



Et de trois. Après avoir profité de deux prêts russes d'un total de 11 millions d'euros en 2014, le Front national a signé, en juin dernier, une troisième demande de prêt avec une banque russe, « destiné à financer la campagne électorale française ».

Mediapart révèle que Marine Le Pen a signé un document entérinant, au nom du bureau exécutif du Front national, un « projet de prêt » de trois millions d'euros avec la banque russe Strategy Bank. Ce document à en-tête du parti, que nous publions, est daté du 15 juin 2016.

Le Front national a dans le même temps fourni à ses interlocuteurs russes une garantie que ces fonds seraient bien destinés à la campagne de Marine Le Pen : c'est une convention entre le parti et la candidate prévoyant un prêt du même montant à la campagne de Marine Le Pen. Le trésorier du FN assure que ce « projet » « n'a eu aucune suite ». Alors que la candidate frontiste a rencontré officiellement Vladimir Poutine le 24 mars, cette nouvelle demande de financement russe repose la question de l'ingérence de la Russie dans la campagne française.



Marine Le Pen en visite à Moscou, le 24 mars 2017. © Reuters

Sur ce document est évoqué l'examen par la direction du Front national d'un « projet de prêt à accorder au Front national par la banque Strategy

Bank ». Montant : 3 millions d'euros, au taux d'intérêt de 6 %. La décision a été votée « à l'unanimité » par le bureau exécutif du FN, la plus haute instance du parti. Elle vise à « donn[er] pouvoirs à M. Wallerand de Saint-Just », le trésorier du Front national, « pour signer le contrat de prêt ainsi que tous autres documents nécessaires à l'obtention du crédit aux conditions susmentionnées ainsi que pour effectuer toutes formalités administratives ou juridiques appropriées ».

L'objectif de ce prêt est écrit noir sur blanc. « Destination des fonds prêtés : financement des campagnes électorales », peut-on lire. « Le Trésorier National indique aux participants que ce prêt de trois millions d'euros en capital est destiné à financer la campagne électorale présidentielle et que le capital de ce prêt sera remboursé in fine au plus tard en février 2018 », est-il précisé.

« Je n'ai aucun commentaire à faire », a d'abord répété Wallerand de Saint-Just, joint par Mediapart. Puis le trésorier du Front national nous a affirmé, dans une réponse écrite, que « la pièce mentionnant le bureau exécutif n'est qu'un projet qui n'a eu aucune suite ». « Pour le reste, pas de commentaires », a-t-il ajouté. De son côté, Marine Le Pen, sollicitée à plusieurs reprises, n'a pas répondu.

Un autre document, que Mediapart s'est procuré, interpelle. Il s'agit d'une convention de prêt entre le Front national et Marine Le Pen, qui prévoit que le parti frontiste prête à sa candidate ces trois millions d'euros, pour sa campagne présidentielle « d'avril-mai 2017 ». D'après nos informations, cette convention de prêt a été transmise à la banque russe prêteuse. Il s'agissait-là de garantir aux interlocuteurs russes que les fonds prêtés étaient bien à destination de la campagne de Marine Le Pen.

Ni Marine Le Pen, ni le trésorier du FN Wallerand de Saint-Just, ni l'eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser n'ont accepté nos demandes d'entretien. Jointes par téléphone, ces deux derniers n'ont pas souhaité faire de commentaires. Le trésorier du FN nous a finalement répondu par email que « la pièce mentionnant le bureau exécutif n'est qu'un projet qui n'a eu aucune suite », tout en maintenant son choix de ne faire « aucun commentaire » sur nos nombreuses autres questions.

Sollicitée à plusieurs reprises, directement, mais aussi par l'intermédiaire de son directeur de cabinet et du directeur de communication du FN, Marine Le Pen est restée muette. Contactés dans le cadre de notre livre Marine est au courant de tout..., aucun d'eux n'avait répondu, pas plus que le vice-président du FN, Louis Aliot, et Nicolas Lesage, le directeur de cabinet de Marine Le Pen.

DECISION DU BUREAU EXECUTIF DU FRONT NATIONAL

Le Bureau Exécutif du Front National, agissant en tant que Bureau de conseil d'administration (article 10 des Statuts), s'est réuni le 15 juin 2016 à Nanterre.

Présents : Marine LE PEN, Présidente, Steeve BRIOIS, Wallerand de SAINT JUST, Trésorier National, Louis ALIOT, Florian PHILIPPOT, Nicolas BAY, Secrétaire Général, Jean François JALKH.

La Présidente constate que le quorum fixé pour la délibération du bureau exécutif est atteint et que celui-ci peut donc délibérer valablement.

Elle rappelle que le Bureau Exécutif est réuni pour examiner le projet de prêt à accorder au Front National par la banque STRATEGY BANK.

Le Trésorier National indique aux participants que ce prêt de trois millions d'euros en capital est destiné à financer la campagne électorale présidentielle et que le capital de ce prêt sera remboursé in fine au plus tard en février 2018.

Nature du prêt : crédit plafonné ou ligne de crédit plafonnée
Montant du crédit : 3 000 000 (trois millions) d'euros ;
Taux d'intérêt : 6,00 % (six pour cent) par an ;
Echéance de remboursement : in fine au plus tard en février 2018
Destination des fonds prêtés : financement des campagnes électorales.

Après l'intervention du Trésorier, les membres du Bureau Exécutif ont voté à l'unanimité pour le projet du crédit susmentionné et ont donné pouvoirs à M. Wallerand de SAINT JUST pour signer le contrat de prêt ainsi que tous autres documents nécessaires à l'obtention du crédit aux conditions susmentionnées ainsi que pour effectuer toutes formalités administratives ou juridiques appropriées.

Marine LE PEN, Présidente de l'Association « Front National »



**CONVENTION
PRET DU FN A UN CANDIDAT**

ENTRE,

Madame Marine LE PEN au siège du Front national, 78, rue des Suisses 92000 NANTERRE

Ci-après dénommé L'EMPRUNTEUR

ET,

L'association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée « Front National », déclarée en Préfecture sous le n°72/153 et ayant son siège à Nanterre (Hauts de Seine) 76/78 Rue des Suisses, représentée par son trésorier M. W DE SAINT JUST

Ci-après dénommé LE PRETEUR

Il a été convenu ce qui suit :

1. Préambule

L'emprunteur, candidat à l'élection présidentielle d'avril-mai 2017, sollicite le prêteur afin d'obtenir un prêt destiné à faire face aux dépenses de sa campagne électorale.

2. Objet du prêt

Afin d'aider l'emprunteur à financer les dépenses visées à l'article précédent, le prêteur lui consent un prêt remboursable selon les conditions et modalités définies aux articles 3 et suivants. Il est convenu entre les parties que la somme prêtée sera directement versée (en un versement unique) sur le compte bancaire ouvert au nom du mandataire financier de l'emprunteur, conformément aux dispositions légales relatives au financement des campagnes électorales.

3. Montant du prêt

Capital prêté (en chiffres) : 3.000.000 euros
(en lettres) : trois millions d'euros

4. Taux du prêt

Le prêt est consenti à un taux d'intérêts de 6% l'an.

5. Modalités de remboursement

Montant de l'échéance : identique au capital prêté
Périodicité : unique
Date d'échéance : le remboursement s'effectuera en une seule fois, dès le remboursement du compte de campagne par l'Administration au candidat et au plus tard le 28 février 2018.

Un intermédiaire : l'eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser

Qui est derrière ce prêt ? Comme lors du premier emprunt russe obtenu par le Front national en 2014 – 9 millions d'euros –, c'est une banque méconnue, reléguée à la 241e place dans le classement des banques russes, qui s'est proposée de prêter des fonds. Mais impossible de joindre la Strategy Bank. Car un mois après la signature du projet de prêt par Marine Le Pen, l'établissement a perdu sa licence, retirée par la banque centrale russe. Une histoire qui n'est pas sans rappeler celle de la première banque prêteuse du FN en 2014: la First Czech Russian Bank (FCRB) a en effet elle aussi perdu sa licence, en juillet 2016.

Autre point commun avec le premier prêt russe : les intermédiaires. D'après nos informations, c'est à nouveau l'eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser qui a joué les go-between dans ce dossier. Ce que l'élu, joint par Mediapart, a d'abord nié : « Je ne connais rien. Ah ! franchement, ce n'est pas moi qui suis ça. » « Je ne sais pas comment vous pouvez avoir ce document en place. Je ne comprends pas », a-t-il ensuite expliqué, ajoutant : « Mais il n'y a jamais eu de suites, donc je ne vois pas... » Avant de raccrocher.

Un fait intrigue tout de même. Le 8 septembre 2016, soit moins de trois mois après le feu vert du bureau exécutif du FN, Jean-Luc Schaffhauser modifie sa déclaration d'intérêts – qu'il doit remettre, comme tous les eurodéputés, en début de mandat au Parlement européen. « Je reprends à cette date (2016 septembre) mes activités de consultant, revenus à venir à partir de 2017 », annonce-t-il dans ce document :

1) Toute information complémentaire que je souhaite fournir.

L'exercice de mes fonctions de Consultant international a pris fin au mois de juin 2014. La structure juridique existe toujours mais est inactive depuis cette date. Mes affaires en cours (juin 2014) ont été transmises à une société familiale dont je ne suis pas actionnaire et qui existe depuis 2005. Cette société m'a remboursé en septembre 2014, 20 000 euros de défraiement. J'ai recouvré au deuxième semestre 2014 et au premier semestre 2015, 100 000 euros d'avances que j'avais faites à l'Académie européenne sur mes deniers personnels. La société familiale Cano a revendu ses parts dans un bateau de plaisance. J'ai facturé 30 000 euros pour mes prestations passées à cette occasion. Je reprends à cette date (2016 septembre) mes activités de consultant, revenus à venir à partir de 2017.

Date : 08/09/2016

Signature :

Extrait de la déclaration d'intérêts de l'eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser modifiée le 8 septembre 2016.

Cet ancien centriste est plutôt habitué à jouer un rôle dans l'ombre. Doté d'un carnet d'adresses fourni dans les pays de l'ex-URSS, et proche de

l'Opus Dei – une puissante organisation catholique ultraconservatrice –, Jean-Luc Schaffhauser a successivement travaillé comme consultant pour Auchan, Dassault et Total, avant d'être débauché par la présidente du FN, en 2012.

Propulsé en haut des listes aux élections municipales et européennes de 2014, il s'est rapidement imposé comme une carte internationale clé dans le jeu de Marine Le Pen. « Je suis l'homme de certaines missions, j'ai des connexions un peu partout dans le monde », déclarait-il à Mediapart, fin 2014. Cette année-là, c'est sa « filière » russe qui a donc été utilisée par Marine Le Pen pour décrocher son propre prêt pour le Front national, signé le 11 septembre à Moscou de la main du trésorier du FN (lire notre enquête).



Jean-Luc Schaffhauser, le 27 novembre 2014, au Parlement européen, à Strasbourg. © Reuters

Jean-Luc Schaffhauser a été rémunéré pour ce rôle. Plusieurs sources parlent de « 450 000 euros », soit près de 5 % du montant total. L'eurodéputé a toujours fermement démenti cette hypothèse, et affirmé n'avoir été rétribué qu'à hauteur de « 140 000 euros » par « une commission forfaitaire de la banque » pour le « travail effectué ». L'eurodéputé avait d'abord expliqué avoir été rémunéré « via une société du Luxembourg, en accord avec le Front », avant d'évoquer un versement par l'intermédiaire de sa société familiale de consulting, Cano SAS. Il avait affirmé à Mediapart s'être « entendu avec la présidente [du FN] » sur ce point. Le trésorier du FN, de son côté, nous avait affirmé que « c'est le Front national qui a[vait] rémunéré Jean-Luc Schaffhauser » pour ce rôle d'intermédiaire.

La situation de l'eurodéputé et sa rémunération dans le cadre de ce premier emprunt russe ont attiré l'attention de la cellule anti-blanchiment Tracfin, qui a alerté la justice, comme le révèle le livre Marine est au courant de tout...

(Flammarion), publié le 15 mars en tandem avec notre confrère de Marianne, Mathias Destal. Le signalement est aujourd'hui entre les mains des magistrats du parquet national financier.

La même année, les candidats frontistes ont financé leur campagne européenne grâce à un autre prêt russe, obtenu, lui, par le micro-parti de Jean-Marie Le Pen, Cotelec. Montant : deux millions d'euros, décrochés par l'intermédiaire d'une société basée à Chypre, Vernonsia Holdings Ltd, qui a utilisé un compte ouvert à la banque Julius Baer, en Suisse.

Ces deux prêts, révélés par Mediapart, devaient être la première tranche d'une demande plus globale formulée auprès de ses interlocuteurs russes par le Front national. Lors des discussions, en 2014, les dirigeants frontistes avaient fait part d'un besoin de financement de 40 millions d'euros jusqu'aux élections présidentielle et législatives de 2017. Marine Le Pen a toujours justifié ces financements étrangers par le refus des banques françaises de lui prêter des fonds pour ses campagnes. Tout en répétant que son parti a toujours été pro-russe. « Au motif que l'on obtient un prêt, cela déterminerait notre position internationale ? Cela fait longtemps que nous sommes sur cette ligne », déclarait-elle au Monde en novembre 2014.

Le voyage secret du directeur de cabinet de Marine Le Pen

L'obtention de ces financements est le résultat d'un long travail mené par le parti d'extrême droite et ses intermédiaires : activation de réseaux, visites en Russie et dans les régions séparatistes, lobbying pro-russe dans les médias et au Parlement européen. Marine Le Pen elle-même a effectué une série de visites publiques à Moscou depuis 2013, mais aussi plusieurs rencontres restées confidentielles.

Avant de s'entretenir officiellement avec Vladimir Poutine, le 24 mars dernier, la présidente du FN l'avait déjà rencontré officieusement en 2014 et 2015, selon plusieurs sources. Ce que les deux intéressés n'ont jamais confirmé. Lorsque des journalistes lui demandent, le 24 mars, s'il s'agit de sa première rencontre avec le président russe, Marine Le Pen répond qu'elle ne peut « rien confirmer de tout ça ».

Une autre rencontre a été importante : celle de l'oligarque russe Konstantin Malofeev, au printemps 2014. Cet homme d'affaires orthodoxe

proche du Kremlin a joué un rôle dans le déblocage du prêt russe obtenu par Jean-Marie Le Pen, et qui a financé la campagne des européennes. La rencontre a eu lieu à Paris, en présence d'Aymeric Chauprade, l'ancien conseiller international de la cheffe du FN.



La photo officielle de la rencontre sur le site du Kremlin

Quelques mois plus tôt, en février 2014, à la veille des élections municipales et européennes, Marine Le Pen a rendu visite à un autre personnage clé : Alexandre Babakov. Membre de Russie unie, le parti du Kremlin, et ancien responsable du parti nationaliste Rodina, dont il fut longtemps le principal financier, Babakov est devenu le conseiller de Poutine en charge de la coopération avec les organisations russes à l'étranger. À la tête d'un patrimoine immobilier caché en France – estimé à plus de 11 millions d'euros –, cet homme d'affaires figure sur la liste des personnes visées par les sanctions de l'UE, selon des documents obtenus par Mediapart. Alexandre Babakov est aussi apparu comme actionnaire d'une structure offshore.

C'est lui qui est derrière le premier prêt du Front national. « Il fait partie des personnes que nous avons rencontrées », avait admis Jean-Luc Schaffhauser à Mediapart, en novembre 2014. L'eurodéputé dit l'avoir connu au milieu des années 2000 « par le biais de l'Église orthodoxe ». Sollicité à plusieurs reprises, M. Babakov ne nous a jamais répondu.

D'autres visites intriguent. Comme les voyages de Jean-Luc Schaffhauser dans la région du Donbass, en Ukraine, en octobre 2014 puis en mai 2015, pour soutenir les séparatistes pro-russes. Sa première visite a eu lieu deux mois après la signature du prêt. Officiellement, l'eurodéputé s'y est rendu seul, et de sa propre initiative. Mais en réalité, un très proche de Marine Le Pen était secrètement du voyage : son directeur de cabinet, Nicolas Lesage, comme l'a dévoilé le livre Marine est au courant de tout...

L'objectif de ce voyage ? Offrir une légitimité aux élections du Parlement et de l'exécutif organisées dans ce petit État auto-proclamé par les séparatistes, avec le soutien du Kremlin mais la désapprobation de Kiev, des États-Unis et de l'Union européenne. Mais aussi réaliser des vidéos relayant la propagande pro-russe. Si l'achat des billets d'avion a été géré par des contacts russes de l'eurodéputé, le plan média qui accompagne la virée a effectivement été minutieusement préparé par Nicolas Lesage, qui s'est envolé dans le Donbass avec un visa officiel « d'invité ». Outre l'équipe de la webtélé d'extrême droite « TV-Libertés », déjà prévue, le directeur de cabinet a fait appel à un prestataire vidéo du FN, Christophe Boucher, mandaté au titre de « journaliste » pour Nations Presse info, un site « d'info patriote » satellite du Front national.

Ces « envoyés spéciaux » sont chargés de relayer les prises de parole de Schaffhauser par des films de propagande clés en main (comme celui-ci). Dans un e-mail adressé à l' élu européen le 16 octobre, quelques jours avant de quitter le sol français, le directeur de cabinet s'engage à ce que Nations Presse info livre un montage « professionnel et attractif, correspondant au niveau d'exigence requis ». Une communication qu'il propose de coupler avec « une intervention en duplex/direct sur Radio Courtoisie », le 2 novembre. Le tout étant organisé avec l'aval de Louis Aliot, comme l'atteste un autre courriel, dans lequel Lesage explique qu'il a vu « Louis » la veille, « comme prévu ». Selon Jean-Luc Schaffhauser, la présidente du Front national « était au courant » de sa venue.



Jean-Luc Schaffhauser (au centre), le 2 novembre 2014, lors de sa conférence de presse à Donetsk, dans le Donbass, en marge des élections. © Capture d'écran de la vidéo de Nations.Presse.info.

Marine Le Pen a aussi publiquement appuyé les Russes dans le dossier de la Crimée. En mars 2014, au lendemain du référendum organisé par les séparatistes pro-russes sur le rattachement de cette région à la Russie, la présidente du FN a elle-même déclaré qu'« à [son] sens les résultats du référendum sont sans contestation possible ».

Une déclaration forte dont s'était réjoui un responsable du Kremlin dans des textos, révélés par des hackers russes et publiés par Mediapart. En janvier 2017, nouveau message en direction de la Russie de Marine Le Pen : elle juge que l'annexion de la Crimée n'était pas « illégale ».

Plus de deux ans après l'octroi des deux premiers prêts russes, toute la lumière n'a pas été faite sur le rôle joué par le Kremlin dans leur obtention, les commissions touchées par les intermédiaires, l'échéancier du remboursement. Le devenir du prêt de 9 millions d'euros auprès de la First Czech-Russian Bank (FCRB), un établissement aujourd'hui liquidé, est dans le flou le plus total. En janvier dernier, l'agence d'information RNS avait révélé que le crédit accordé au FN avait été transféré le 18 mars 2016, juste avant la chute de la FCRB, à une obscure petite société moscovite nommée « Conti » et spécialisée dans la location de voiture. Le Front national n'a pour l'heure pas remboursé ce prêt. Il assure qu'il s'acquittera de la somme en un seul bloc, fin 2019, et qu'il paye, pour le moment, des intérêts, à hauteur de 6 %, chaque trimestre (lire notre enquête).

Ce rapprochement entre le FN et la Russie inquiète outre-Atlantique : début 2016, le DNI (Director of National Intelligence), qui coordonne les agences du renseignement américain, a lancé une enquête sur ces liens. Fin novembre, Washington a soupçonné le Kremlin de vouloir donner un coup de pouce au FN à travers un prêt de 28,7 millions d'euros, selon Le Canard enchaîné. Le Front national avait démenti.

En marge de sa poignée de main avec Marine Le Pen, Vladimir Poutine s'est défendu de vouloir « influencer les événements en cours [les élections – ndlr] ». « Nous nous réservons le droit de communiquer avec les représentants de toutes les forces politiques du pays, ainsi que le font nos partenaires en Europe et aux États-Unis », a déclaré le président russe.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, tout comme le conseiller international de Marine Le Pen, Ludovic de Danne, ont assuré qu'il n'avait pas été question d'argent lors de cette rencontre. « Jamais » la recherche de financements de Marine Le Pen pour sa campagne n'a été évoquée, a soutenu ce dernier au Figaro. « Cela aurait été totalement déplacé. Elle n'a abordé aucune question liée à un quelconque prêt bancaire. »

V) Valls vote Macron : le PS visé par une plainte pour abus de confiance

Par Marc de Boni

<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/03/30/35003-20170330ARTFIG00204-valls-vote-macron-le-ps-visé-par-une-plainte-pour-abus-de-confiance.php>

La volonté de Manuel Valls d'apporter son vote à Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle aggrave la crise de confiance qui fracture le PS, où les initiatives militantes se multiplient pour demander des comptes.

La décision de Manuel Valls de ne pas respecter l'engagement pris dans la primaire socialiste, et d'apporter son vote à Emmanuel Macron plutôt qu'à Benoît Hamon, vient aggraver la crise qui frappait déjà durement le Parti socialiste. Injures et règlements de comptes se multiplient à Solférino, alors que Benoît Hamon ne cache pas son agacement face au comportement de son ancien premier ministre. Une tension notamment illustrée par le geste symbolique d'une militante écœurée. Militante marseillaise, Sylvie Lyons a publié sur Twitter la photo d'une plainte pour «abus de confiance», déposée à l'encontre du PS et de la haute autorité en charge de faire respecter les règles de la primaire. Elle y a joint la copie de l'engagement manuscrit de Manuel Valls, daté de décembre 2016, à soutenir le vainqueur du scrutin.

«Lors de la primaire qui a coûté 2 euros, l'ensemble des membres du PS se devait de soutenir le candidat élu. En particulier Manuel Valls qui a signé une charte mentionnant qu'en cas de défaite, il soutiendrait le vainqueur. Cette clause n'a pas été respectée par Monsieur Valls et ses acolytes. Je m'estime victime d'un abus de confiance», écrit-elle, reprise par La Provence.

«Or, je vois dans la lettre envoyée ce mercredi par Jean-Christophe Cambadélis aux militants, qu'aucune sanction ne serait prise. C'est pourquoi je dépose plainte et je demande qu'on me rembourse mes deux euros. Je ne veux pas qu'ils servent à un parti incapable d'être ferme. C'est à cause de cela que les gens ne nous font plus confiance», assène encore Sylvie Lyons.



Sylvie Lyons @sylvilyons
J'ai déposé plainte pour ABUS DE CONFIANCE !!
@manuelvalls démissionnez !
Et que le @partisocialiste cesse d'hésiter !!#Valls
#Macron

Cette plainte fait suite à une première alerte lancée par la militante marseillaise au niveau fédéral, où elle avait reçu l'assurance que des sanctions seraient prises au niveau national. La lettre adressée mercredi par Cambadélis à ses troupes a visiblement achevé de la convaincre qu'il n'en serait rien. D'autres manifestations de colère venues de la base sont arrivées jusqu'à la direction du PS. Une pétition a notamment été mise en ligne il y a une quinzaine de jours sur le site Change.org pour réclamer des sanctions à l'égard des cadres PS qui ne respectent pas le cadre de la primaire, en rejoignant Emmanuel Macron. Une autre pétition, plus modeste, est venue s'ajouter ce mercredi, «pour le retrait de Manuel Valls au sein du Parti socialiste».

La fronde vallsiste se poursuit

Signe que la situation n'est pas partie pour s'apaiser au PS, Didier Guillaume, soutien d'Emmanuel Macron, a ce jeudi balayé les menaces d'exclusion du premier secrétaire: «Les procès de Moscou n'ont jamais été bons». À ceci s'ajoute un nouveau débauchage symbolique, puisqu'après Manuel Valls, c'est le député Malek Boutih qui se tourne désormais vers En Marche! Autre ancien vallsiste, lui aussi décidé à voter

pour Macron, le député Philippe Doucet n'est pas prêt à se laisser chasser. «Ce n'est pas la fin du Parti socialiste», croit-il savoir ce jeudi sur LCP. Avant de prédire: «Il y a aura un Congrès de clarification!».

Bonne nouvelle tout de même pour les hamonistes dans ce contexte sombre: tous les anciens vallsistes ne sont pas sur la même longueur d'onde. Ainsi Christian Eckert écrit-il sur sa page Facebook ce jeudi: «Manuel Valls a annoncé ce matin son vote au premier tour de la présidentielle en faveur d'Emmanuel Macron. Cela n'est pas mon choix, et je serai ce mercredi 5 avril aux côtés de Benoît Hamon lors de son meeting à Nancy».

lefigaro.fr

LE FIGARO • fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Hamon / Mélenchon : « beaucoup de rancœurs » entre deux gauches irréconciliables

Mercredi soir, Jean-Luc Mélenchon a une nouvelle fois refusé tout ralliement auprès de Benoît Hamon. Malgré des idées convergentes, les tensions sont tenaces.

Par Thomas Leroy (images : Sandra Cerqueira)

C'est un coup de gueule qui résume bien la situation à gauche. Lors d'une réunion publique face à des représentants d'associations citoyennes, Alexis Corbière, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, a remis les pendules à l'heure, face à l'éternel débat sur une candidature unique à gauche. « J'ai de la mémoire », lâche-t-il avec colère. « Je ne veux pas me faire donner la leçon par toutes ces forces politiques qui ont participé à

ce désastre ». Sous entendu, le dernier quinquennat. Un peu plus tard, Jean-Luc Mélenchon tenait un discours similaire, en meeting au Havre : « J'ai marché mon chemin, sans ne céder à rien, je ne vais pas commencer aujourd'hui! A faire le contraire ou à m'engager dans je ne sais quel arrangement qu'on me suggère de faire. »

Car entre la France insoumise et le Parti socialiste, la rupture semble définitivement consommée, malgré une nouvelle main tendue de Benoît Hamon pour le rejoindre. « Ce n'est pas une main tendue. Benoît Hamon propose qu'on le rejoigne sur un navire bien mal en point qui est celui du parti socialiste » raille Eric Coquerel, Coordinateur politique du parti de gauche. « Au PS, Il y a beaucoup de gens avec qui nous n'avons rien à faire. Le parti socialiste, c'est lui le problème. »

Il faut dire que Jean-Luc Mélenchon est désormais en position de force. Un débat réussi a lancé sa campagne et le met désormais devant son « rival » socialiste dans tous les sondages. « Nous pouvons rattraper François Fillon » assure Eric Coquerel. Symboliquement, ce serait une victoire mais une troisième place ne fait pas un président de la République. D'autant plus que Jean-Luc Mélenchon suit le même parcours qu'en 2012. « On avait observé le même pic et le résultat s'est finalement avéré un peu décevant » note le sénateur communiste Eric Bocquet.

Entre la France insoumise et le Parti socialiste, les communistes, tiraillés, jouent les casques bleus. Le secrétaire national du Parti communiste français, Pierre Laurent a ainsi proposé une nouvelle rencontre qui n'aura finalement pas lieu. « Nous avons essayé, pendant plus d'un an, de créer les conditions d'un rassemblement des forces de gauche, opposées aux politiques d'austérité » souligne ainsi la sénatrice Eliane Assassi, au micro de Public Sénat.

Sans réussite. Les deux parties se tournent le dos. « Faire du rabibochage de façade, ça ne tient pas la route » admet Eric Bocquet. « Mais ce que je regrette, c'est le refus systématique de parler. » Il faut dire que les tensions sont palpables entre la gauche socialiste et celle qui s'est émancipée du parti, en 2005, après le référendum sur l'Europe qui a divisé le PS. « Les gens ont un passé, une histoire, ça laisse des traces » rappelle le sénateur, évoquant « beaucoup de rancœurs, de déceptions. » Malgré des idées convergentes, les deux gauches semblent irréconciliables.

Alors, fort de sa dynamique, Jean-Luc Mélenchon peut toujours tenter de convaincre Benoît Hamon de le rejoindre dans la dernière ligne droite. « Je ne vois pas ce qu'il a à perdre » poursuit Eric Bocquet. « Mais ce n'est pas non plus l'humiliation qu'il faut demander. » La frontière est mince car cela signifierait que le candidat socialiste soit officiellement crédité de 0% au terme du premier tour.

Si l'alliance est compromise pour l'élection présidentielle, peut-elle avoir lieu pour les législatives ? « Pourquoi pas » relance Eric Bocquet qui ne se fait pas, pour autant, de grandes illusions. Et de citer l'ancien député communiste Etienne Fajon : « L'union est un combat. »

publicsenat.fr



Du lundi 3 au mardi 18 avril 2017

Merci à vous et bonnes vacances aussi pour ceux qui peuvent partir.
Bien cordialement.

L'équipe de La Presse en Revue

A Suivre...
La Presse en Revue